



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Une-evolution-dangereuse>

Une évolution dangereuse

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2007 - N° 1080 - octobre 2007 -

Date de mise en ligne : mercredi 31 octobre 2007

Description :

Gérard-Henri Brissé observant l'incohérence, la précipitation sans réflexion, l'absence de véritable concertation et le ralliement du nouveau Président à la politique de G.W.Bush, s'attend à ce que ses électeurs soient fort déçus.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Où nous mène le nouveau Président, en conduisant la France comme est conduite la voiture présidentielle, avec incohérence, à toute vitesse et au mépris des règles ? à€” en s'alignant sur les plus durs conservateurs qui constituent l'entourage de G.W.Bush, sans doute à la plus vaste offensive antisociale depuis 50 ans et peut-être à une nouvelle guerre, contre l'Iran cette fois.

Gérard-Henri Brissé pose ici la question : est-ce vraiment ce que les Français ont choisi ?

Une clientèle huppée traverse la Méditerranée, à bord de navires de luxe grands comme des immeubles, de yachts rutilants, de bateaux de plaisance. Ils rencontrent sur leur route des embarcations de fortune, bourrées à ras bord de citoyens d'origine africaine, à la recherche d'un havre de paix, d'un travail ou d'un revenu qui leur permettrait de nourrir une famille condamnée à des conditions de vie extrêmement précaires.

Les uns et les autres se croisent dans la plus parfaite indifférence. Les privilégiés, dans bon nombre de cas, ne connaissent pas l'étendue de leur fortune ; les autres luttent pour leur survie, dans la plus grande détresse et au bout du chemin, c'est une incroyable incertitude qui les attend, le plus souvent la déception, voire la noyade et la mort. Parmi ces "boat people" il y a de futurs ouvriers du bâtiment condamnés au travail clandestin, des employés de restaurant qui seront voués aux tâches les plus ingrates et des employés de maison traités comme des esclaves ...

Mais on relève aussi l'existence de médecins, de chirurgiens et d'infirmiers(es) rémunérés au rabais, dont regorgent désormais nos hôpitaux, des professeurs ou des chercheurs qui viennent prendre le relais de nos "cerveaux" qui partent pour l'étranger. Leur savoir-faire fera défaut à leur pays d'origine et accroîtra la disparité croissante de développement entre les nations !

Ces transfuges à haut niveau d'éducation seront très certainement les bienvenus, parce que nous manquons de personnel médical qualifié et d'enseignants, faute d'avoir prévu cette redoutable échéance ou de s'être accordé les moyens financiers de faire fonctionner hôpitaux, services de santé et centres de recherche efficaces.

Quant aux croisières de luxe, elles participent bien évidemment à l'essor du tourisme, au développement de l'emploi, qui rejaillissent sur ce qu'il est aujourd'hui convenu d'appeler le co-développement.

Comme du bétail

Selon les bons vieux canons "frontistes", on a attribué au même ministère l'immigration, l'identité nationale et le co-développement. Il n'a pourtant pas échappé aux responsables gouvernementaux que ces immigrés, que l'on fustige tant pour leur nombre et leurs moeurs si étrangères, participent allègrement à l'essor de leur nation d'accueil : même rémunérés au SMIC ou en dessous, en intérim ou en contrat temporaire, ils participent à la consommation de leur pays d'accueil en payant, comme tout le monde, la TVA, en cotisant à la Sécurité sociale, et à nos Caisses de retraite...

L'aide au retour, ce pécule devant aider à leur réinsertion dans leur pays d'origine, fut instaurée au temps où M. Lionel Stoléru était aux affaires, à partir de 1976 , mais faute de contrôles suffisants, on les retrouvait en territoire

français six mois après leur départ ! C'était l'époque bénie où les chefs d'entreprises faisaient le trajet en Tunisie, au Maroc, au Sénégal, en Turquie, pour aller quérir de la main d'oeuvre à bon marché et corvéable à merci !

À présent, on renvoie par charters entiers dans leurs pays d'origine ces ouvriers assemblés comme du bétail, menottés à l'instar de délinquants. C'est en vain qu'ils se débattent souvent comme de beaux diables, au grand dam des touristes témoins de ces scènes peu dignes d'un pays accoucheur des Droits de l'Homme. Les préfets reçoivent des consignes pour accélérer le mouvement. Comme les policiers et les services de l'emploi à la chasse aux chômeurs, ils sont soumis à une obligation de résultats, ils ont des quotas à atteindre ! Les chiffres ont plus d'importance que la dignité des personnes. Même s'il s'agit d'une famille originaire de Tchetchénie, la France, traditionnellement terre d'asile, est refusée à ces réfugiés politiques, et c'est encore plus grave ! Jusqu'aux Sikhs qui doivent renoncer à leur turban, au nom d'une conception retorse de la cité !

Comment sont lotis les Français qui ont établi leurs quartiers "off shore" ? Quelle serait notre attitude si, ici ou là, on leur rendait la pareille ? Allez demander aux Français qui s'établissent si ostensiblement au Maroc, voire même au Cambodge, au Vietnam et pourquoi pas, en Chine, ce qu'ils en pensent !!

Convictions incompatibles

Le comble est que notre actuel ministre des Affaires étrangères a, dans le passé, fondé une ONG dont l'objectif était d'aider des "boat people" vietnamiens à fuir dans la dignité leur propre pays. Aujourd'hui, ce "socialiste" occupe un poste de responsabilité dans un gouvernement dont l'objectif affiché est de lutter contre l'immigration clandestine. Je ne sais comment cet ancien responsable de "Médecins sans frontières" parvient à co-exister avec son collègue du ministère de l'Immigration, de l'Identité Nationale et du Co-développement ! Cette situation ne doit pas manquer de piquant ! À sa place, j'aurais déjà offert ma démission !

Comment peut-on s'affirmer socialiste au service d'un régime politique qui renoue avec un G.W. Bush très critiqué dans son propre pays, qui a engagé entre autres la guerre en Irak sur la base d'un mensonge éhonté, qui assure la pérennité du camp de concentration de Guantanamo où seraient perpétrés des sévices tels que ceux constatés à la prison d'Abou Ghrabi, qui pratique encore dans son pays cette même peine de mort que l'on critique tant quand il s'agit de la Chine, et qui prétend en plus donner encore des leçons de démocratie et de respects des Droits de l'Homme sur la planète entière. Le britannique Tony Blair a fait la triste expérience de ce soutien inconditionnel !

Il y a des convictions publiquement affirmées qui s'avèrent insoutenables : le problème de l'immigration, que l'on a sciemment ignoré pendant des années pour faire la part belle aux démagogues d'extrême droite, ne peut être résolu qu'au niveau européen, les frontières de l'Europe de Schengen, élargie à 27 États, ne doivent plus être des passoires. À l'ouverture des frontières à l'intérieur doit correspondre un contrôle plus serré aux marges de cet ensemble et le redoutable problème des migrations, si finement analysé par l'Office International des Migrations, qui risque encore de s'amplifier pour différentes raisons, doit trouver sa solution à l'échelle planétaire, dans le cadre des institutions onusiennes.

Quant à la politique extérieure de la France, elle trouve ses limites dans la rupture exprimée en haut lieu ; il convient de faire comprendre à G.W. Bush que le temps des aventures suicidaires est révolu, et aux Français, que la mondialisation vue sous un angle purement boursier et de spéculation monétaire n'a plus de raison d'être et n'est pas une évolution inéluctable.

Un modèle dangereux

Caresser le gendarme du monde dans le sens du poil c'est se faire complice de ses meurtrières expéditions punitives contre « l'axe du Mal ».

Celui-ci est aujourd'hui l'islamisme, il a pris le relais du communisme comme adversaire principal. Alors qu'Israël engage d'obscures opérations militaires contre la Syrie (banc d'essai pour une attaque d'envergure contre les centrifugeuses nucléaires iraniennes ou riposte aux attentats présumés syriens au Liban), l'Iran est présenté dans certains milieux intéressés comme la prochaine cible du Pentagone. Après s'être enlisé au Vietnam, en Somalie, en Afghanistan, en Irak, voilà que l'Iran constitue la prochaine cible des bombardiers américains, à moins qu'ils ne soient israéliens, par procuration, comme ce fut le cas pour la centrale « Osiris » en Irak !

Le pire désastre boursier qu'on ait connu depuis 1998 s'est enclenché aux États-Unis ; dans un pays surendetté, largement tributaire, financièrement, d'autres puissances, voilà que la spéculation forcenée, notamment dans le secteur immobilier, ces « subprimes » accordées à des bénéficiaires douteux, plonge la planète dans la hantise d'un krach financier ; s'y ajoute l'état lamentable des services publics, sociaux et de santé révélés par le typhon survenu à La Nouvelle Orléans !

Le soutien financier massif des Banques centrales a permis jusqu'à présent d'endiguer la panique dans le secteur bancaire, qui a pris des proportions inquiétantes, notamment en Grande-Bretagne ; les appels à la « sagesse » des petits porteurs, invités à ne pas vendre leurs actifs, ont seuls permis d'éviter le krach !

La morale de l'histoire est que lorsque l'on veut lever des fonds pour soutenir la Banque, on les trouve facilement ; mais pour renflouer les caisses de retraite et de la Sécurité Sociale, pour éponger les dettes de l'Etat, il n'y a, par contre, pas de crédits disponibles. En matière de croissance, le Président de la République fait de la surenchère démagogique, mais personne ne peut être dupe de ses déclarations parce que dans une économie de marché la croissance ne se décrète pas !

Aussi longtemps que les règles de fonctionnement du système monétaire international ne seront pas modifiées, il sera vain de songer à un ordre stable et à une croissance harmonieuse en fonction des besoins. Créer une monnaie de réserve mondiale placée en dehors de toute manoeuvre spéculative incontrôlée devrait être le souci premier de nos gouvernants. Mais je crains que les dernières crises financières internationales ne leur aient pas servi de leçon, et qu'à force de s'accommoder de "corrections" l'on ne s'achemine vers une crise majeure, que le recours à un conflit militaire tenterait en vain de résoudre.

Un polyptier de contradictions

La visée sarkozienne, longuement préméditée au service d'une ambition personnelle, se résume à un polyptier de contradictions :

" entre l'implication de firmes françaises dans l'aménagement d'un sarcophage sur la centrale de Tchernobyl et la volonté affichée de livrer un réacteur atomique à la Lybie du colonel Khadafi (à l'instar de ce qui avait été réalisé pour le Shah d'Iran ou l'Irak de Saddam Hussein),

" entre un texte simplifié sur l'Europe , dont on ignore le contenu, mais qui s'inspire d'un traité rejeté par le référendum ;

Une évolution dangereuse

" entre la volonté de supprimer un poste de fonctionnaire sur deux, et les besoins de renfort exprimés dans les services de santé et dans l'enseignement public (où le pourcentage d'illettrés au seuil de l'enseignement secondaire atteint un pourcentage effarant : alors qu'à Cuba il a été réduit à moins de 2 %),

" la volonté de supprimer les régimes spéciaux de retraite, mais en les alignant sur les régimes les moins avantageux !

" la suppression de la moitié des tribunaux existants, alors que l'institution judiciaire est débordée, que nos prisons débordent, et que rien n'est entrepris pour remédier à ces carences,

" comment la solution au problème du chômage pourrait-elle être dans la fusion de l'ANPE et de l'UNEDIC, dont les statuts sont totalement différents ? Ce que veulent les intéressés, c'est la garantie d'un revenu, assorti d'un authentique contrat d'activités sur le long terme ; alors qu'on ne leur offre que le temporaire, l'intérim ou les heures supplémentaires !

Cette énumération pourrait continuer longtemps. Tout ceci conduit notre pays au chaos et à la ruine : aucune des réformes pour apporter plus de bien-être aux citoyens, surtout aux plus défavorisés, n'est abordée.

Personnellement, je ne me sens nullement convaincu par les discours lénifiants proclamés en haut lieu : mon pouvoir d'achat de retraité a fondu comme neige au soleil depuis dix ans, sans perspective d'amélioration et rien n'est entrepris pour relever le niveau de vie des classes moyennes, retraités ou salariés.

Alors, attention aux lendemains qui déchantent !